



Enfin l'Europe s'intéresse à ses infrastructures au nom de la solidarité et de la souveraineté !

La CFE Énergies salue le revirement doctrinal de la Commission européenne sur les investissements directs étrangers et la protection des actifs stratégiques européens.

En effet, en publiant ses nouvelles orientations qui insistent sur la vulnérabilité des entreprises européennes du fait des conséquences de la pandémie Covid-19, la Commission européenne prend enfin conscience du rôle des infrastructures pour la souveraineté européenne.

Quels sont les risques ?

Fragilisées, les entreprises européennes pourraient en effet faire l'objet d'OPA hostiles ou de prise de contrôle rampante. Les États-Membres risqueraient alors de perdre le contrôle d'actifs stratégiques, non seulement parce qu'ils sont essentiels aux besoins vitaux des pays mais aussi parce que leur activité sera déterminante pour sortir de la crise et rendre possible la reprise économique.

D'où viennent ces risques ?

L'Europe subit depuis de nombreuses années une offensive géopolitique notamment chinoise. Par exemple, la Chine n'hésite pas aujourd'hui à user de la « diplomatie du masque » pour bâtir « la Route de la soie de la santé » afin de transformer cette crise en opportunité. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borell, dénonce d'ailleurs cette « politique de la générosité » qui vise à discréditer l'Union européenne.

Cette stratégie fait suite à l'offensive sur le Port du Pirée, sur les gestionnaires des réseaux d'énergie et sur d'autres infrastructures européennes, dans le cadre de la stratégie des nouvelles routes de la Soie qui vise à affirmer la puissance et le leadership chinois, sans oublier la récente tentative américaine de prendre le contrôle d'une entreprise allemande fabriquant des vaccins.

Quelles sont les solutions ?

Pour la CFE Énergies, l'Europe doit défendre ses infrastructures si elle veut assurer son indépendance et sa souveraineté et éviter l'impuissance. C'est d'autant plus vital que la réussite de son Green Deal passe par l'investissement dans les infrastructures bas carbone. Alors que la BEI dénonce la faiblesse de l'investissement européen dans les infrastructures, la CFE Énergies est convaincue que ce sursaut économique et ce revirement doctrinal de l'Europe sont le chemin obligé pour retrouver une souveraineté européenne.

Plus largement, la CFE Énergies est plus que jamais convaincue qu'en ce moment historique, la raison d'être de l'Europe, c'est bien plus qu'un marché unique. Ce sont la solidarité, la communauté de destin et la défense des biens communs qui doivent guider le projet européen. C'est parce qu'elle refuse que l'Europe joue petit bras, au risque de sortir de l'histoire et de perdre l'adhésion de ses citoyens, que la CFE Énergies portera ce message auprès des décideurs européens dans les prochains mois !

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com